

CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES, UNE GRÈVE CE JEUDI.

« C'est la provocation de trop »

Huit syndicats appellent à la grève, ce jeudi, contre le projet de réforme du système de retraites porté par le gouvernement. Une manifestation est prévue à Évreux.



Ils n'avaient pas marché ensemble depuis une douzaine d'années : les représentants eurois des syndicats Solidaires, FO, CGT, FSU, CFE-CGC, Cfdt et Unsa sont unis et unanimes contre la réforme des retraites. Claire Hulle

Ce n'était pas arrivé depuis une douzaine d'années : huit syndicats appellent à l'unisson à la mobilisation contre la réforme des retraites.

La Cfdt, la CGT, la CFE-CGC, FO, la FSU, Solidaires, l'Unsa, la CFTC et des organisations de jeunesse ont signé un appel commun à la grève à partir de jeudi 19 janvier.

L'ensemble des « salariés du public et du privé, les sans-emplois, les jeunes et

les retraités » de l'Eure sont invités à rejoindre le mouvement social et à manifester à Évreux jeudi à 14 h.

« Refus catégorique »

La concession d'Elisabeth Borne, qui a annoncé que l'âge légal de départ à la retraite ne serait plus décalé à 65 ans mais à 64, n'a pas suffi à faire passer la pilule : « Cette réforme, 85% des Français sont contre. Et une

grande majorité d'entre eux souhaite un retour à 60 ans », assène David Lecomte, représentant eurois de Force ouvrière.

De fait, les syndicats rejettent en bloc ce projet de réforme et ses deux mesures phares, le recul de l'âge légal de départ, et l'allongement de la durée de cotisation : « Rien que ces deux points-là, c'est un refus catégorique, il n'y a rien à discuter », tranche

Anne Pinel, secrétaire générale de Solidaires 27.

« Un dialogue de sourds »

Les organisations syndicales dénoncent d'ailleurs un « dialogue de sourds » avec le gouvernement qui, selon eux, méprise les avis des partenaires sociaux : « Il les a reçus, mais ne les a jamais entendus », critique Olivier Guillot, au nom de la CGT.

Et il n'y a pas que les corps intermédiaires qui ne sont pas assez écoutés, selon les représentants départementaux. Les aspirations des Français à de meilleures conditions de travail et de meilleures rémunérations, matérialisées par des grèves en fin d'année 2022 notamment, n'ont pas été assez entendues, et les syndicats constatent une colère et une indignation grandissantes : « Les salariés s'aperçoivent qu'ils vont

bientôt passer de la vie active au cimetière, sans passer par la case retraite », redoute David Lecomte. Et dans un contexte fortement inflationniste, cette réforme, « c'est la provocation de trop ! » tance Olivier Guillot.

Les syndicats affirment que des premiers retours « laissent espérer que la mobilisation sera très forte le 19 janvier ». Réponse jeudi.

● Claire Hulle